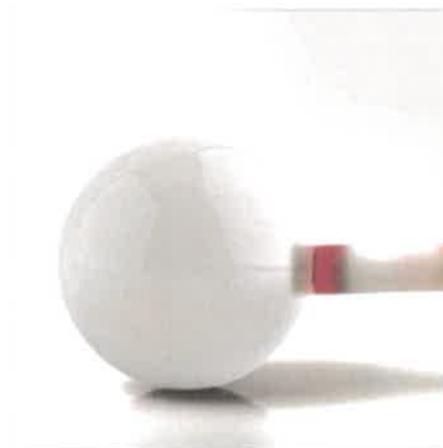




AUDIT
COMMISSARIAT
AUX COMPTES

ÉVALUER
RASSURER
RECOMMANDER
PÉRENNISER



ASSOCIATION FELIX-JEAN MARCHAIS

Association Loi 1901

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2021

Mesdames et Messieurs les Membres de l'Association FELIX-JEAN MARCHAIS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « FELIX JEAN-MARCHAIS » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport..

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir.

Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

L'Association a comptabilisé des concours publics et subventions d'exploitation pour un montant de 3 750 946 euros.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons été conduits, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 :

- à vérifier la concordance de la dotation globalisée commune comptabilisée avec la décision tarifaire du financeur,
- à s'assurer de la corrélation des crédits non reconductibles et des subventions d'exploitation comptabilisées avec les conventions d'attribution,
- à vérifier la correcte imputation comptable.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'Association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

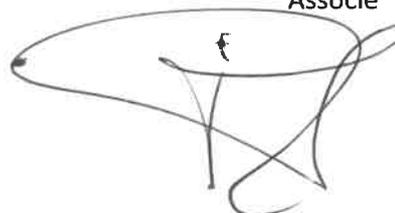
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Laval, le 2 juin 2022

Le Commissaire aux Comptes,

ALTONEO AUDIT

Franck NOGUET
Associé



Bilan Actif

| | Brut | Amortissement Dépréciation | Net au 31/12/2021 | Net au 31/12/2020 |
|--|-------------------|-------------------------------|----------------------|----------------------|
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similai | 14 304 | 14 304 | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 6 365 | 6 168 | 196 | 987 |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | 96 053 | 9 035 | 87 018 | 87 190 |
| Constructions | 6 760 828 | 4 006 312 | 2 754 517 | 2 988 833 |
| Installations techniques, matériels et outillages industriel | 348 969 | 336 078 | 12 891 | 15 581 |
| Autres immobilisations corporelles | 643 536 | 528 195 | 115 342 | 92 573 |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations | 4 000 | | 4 000 | 4 000 |
| Autres titres immobilisés | 177 | | 177 | 177 |
| Autres immobilisations financières | 5 799 | | 5 799 | 899 |
| Total I | 7 880 031 | 4 900 091 | 2 979 939 | 3 190 239 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | 1 568 | | 1 568 | 461 |
| Créances | | | | |
| Autres créances | 20 187 | | 20 187 | 21 184 |
| Autres postes de l'actif circulant | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | 1 081 257 | | 1 081 257 | 1 081 250 |
| Disponibilités | 1 954 876 | | 1 954 876 | 1 808 571 |
| Charges constatés d'avance | 26 074 | | 26 074 | 22 785 |
| Total II | 3 083 963 | | 3 083 963 | 2 934 251 |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | 10 963 994 | 4 900 091 | 6 063 903 | 6 124 490 |

Bilan Passif

| | au 31/12/2021 | au 31/12/2020 |
|---|------------------|------------------|
| FONDS PROPRES | | |
| Fonds propres sans droit de reprise | | |
| Autres fonds propres | 673 752 | 673 752 |
| Fonds propres avec droit de reprise | | |
| Réserves | | |
| Réserves pour projets de l'entité | 1 082 078 | 1 082 078 |
| Report à nouveau | -31 285 | -13 699 |
| Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales | 612 843 | 457 872 |
| Excédent ou Déficit hors activités sociales et médico-sociales | -7 478 | -2 566 |
| Excédent ou Déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée | -65 797 | 139 951 |
| Situation nette (sous-total) | 2 264 113 | 2 337 389 |
| Subventions d'investissement | 633 603 | 671 944 |
| Provisions réglementées | 151 751 | 147 589 |
| Total I | 3 049 467 | 3 156 922 |
| FONDS REPORTES ET DEDIES | | |
| Fonds dédiés | 1 633 318 | 1 431 439 |
| Total II | 1 633 318 | 1 431 439 |
| PROVISIONS | | |
| Provisions pour charges | 174 967 | 250 043 |
| Total III | 174 967 | 250 043 |
| DETTES | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 805 513 | 949 198 |
| Emprunts et dettes financières diverses | 69 | 628 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 108 030 | 92 972 |
| Dettes fiscales et sociales | 276 772 | 231 318 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 15 487 | 11 882 |
| Autres dettes | 281 | 89 |
| Total IV | 1 206 151 | 1 286 086 |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | 6 063 903 | 6 124 490 |

Compte de Résultat

| | Exercice N 31/12/2021 | Exercice N-1 31/12/2020 |
|---|--------------------------|----------------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| Ventes de biens et de services | | |
| Ventes de prestations de services | 3 208 | 3 931 |
| Produits de tiers financeurs | | |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 3 750 946 | 3 900 483 |
| Ressources liées à la générosité du public | 400 | |
| Dont Legs, donations et assurances-vie | 400 | |
| Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges | 106 590 | 17 989 |
| Utilisation des fonds dédiés | 215 441 | 79 994 |
| Autres produits | 106 | 3 |
| Total I | 4 076 692 | 4 002 400 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| Autres achats et charges externes | 676 875 | 619 561 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 213 728 | 187 182 |
| Salaires et traitements | 1 841 592 | 1 740 425 |
| Charges sociales | 658 973 | 552 043 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 328 862 | 328 331 |
| Dotations aux provisions | 18 234 | 24 088 |
| Reports en fonds dédiés | 417 320 | 571 511 |
| Autres charges | 1 | 150 |
| Total II | 4 155 585 | 4 023 292 |
| 1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II) | -78 894 | -20 892 |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 4 599 | 1 379 |
| Total III | 4 599 | 1 379 |
| CHARGES FINANCIERES | | |
| Intérêts et charges assimilées | 30 072 | 34 384 |
| Total IV | 30 072 | 34 384 |
| 2. RESULTAT FINANCIER (III-IV) | -25 473 | -33 005 |

Compte de Résultat

| | Exercice N 31/12/2021 | Exercice N-1 31/12/2020 |
|--|--------------------------|----------------------------|
| 3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV) | -104 367 | -53 897 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| Sur opérations en capital | | 2 000 |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | 40 868 | 208 295 |
| Total V | 40 868 | 210 295 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | 9 776 | 19 013 |
| Total VI | 9 776 | 19 013 |
| 4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI) | 31 091 | 191 282 |
| Total des produits (I+III+V) | 4 122 159 | 4 214 075 |
| Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII) | 4 195 434 | 4 076 690 |
| EXCEDENT OU DEFICIT | -73 275 | 137 385 |
| Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contr | -65 797 | 139 951 |

Comptes Annuels

2021

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

Annexe

Synthèse de l'annexe

| | Applicable | Non applicable | Non significatif |
|---|------------|----------------|------------------|
| - Règles et méthodes comptables | x | | |
| - Faits caractéristiques | x | | |
| - Actif immobilisé | x | | |
| - Détail des immobilisations | | x | |
| - Estimation du portefeuille de TIAP | | x | |
| - Liste des filiales | | x | |
| - Détail des amortissements | | x | |
| - Etat des échéances des créances | x | | |
| - Etat des échéances des dettes | x | | |
| - Dettes garanties par des sûretés réelles | | x | |
| - Tableau de variation des fonds propres | | x | |
| - Provisions réglementées | x | | |
| - Provisions pour risques et charges | x | | |
| - Charges constatées d'avance | x (Détail) | | |
| - Produits constatés d'avance | | x | |
| - Produits à recevoir | x (Détail) | | |
| - Charges à payer | x (Détail) | | |
| - Ventilation des ressources nettes | | x | |
| - Honoraires des commissaires aux comptes | | x | |
| - Subventions d'exploitation | x | | |
| - Suivi des subventions affectées | x | | |
| - Concours publics et subventions | | x | |
| - Résultat financier | | x | |
| - Eléments exceptionnels | | x | |
| - Analyse du résultat | | | |
| - Tableau des effectifs | | x | |
| - Rémunération des dirigeants | x | | |
| - Engagements financiers donnés | x | | |
| - Engagements financiers reçus | | x | |
| - Crédit-bail | | x | |
| - Crédit-bail (Etat simplifié) | | x | |
| - Engagement de retraite | | x | |
| - CICE | x | | |
| - Contributions volontaires | x | | |
| - Suivi des legs et donations | | x | |
| - Détail des legs, donations et assurances-vie | | x | |
| - Suivi des dons restant à vendre | | x | |
| - Legs autorisés à réaliser | | x | |
| - Fonds dédiés sur générosité du public | | x | |
| - Compte de résultat par origine et destination | | x | |

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ASSOCIATION FELIX JEAN MARCHAIS

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021, dont le total est de 6 063 903 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 73 275 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Les statuts de l'Association Félix-Jean Marchais ont été déposés en préfecture le 22 octobre 1936.

L'association défend des valeurs d'altruisme, de respect des personnes et de bienveillance.

L'association a évolué au fil du temps. Elle est gestionnaire du Dispositif ITEP (Institut Thérapeutique Educatif et Pédagogique) en Mayenne.

Ce Dispositif accompagne des enfants, des adolescents ou des jeunes adultes qui présentent des difficultés psychologiques, dont l'expression notamment l'intensité des troubles du comportement perturbe gravement la socialisation et l'accès aux apprentissages.

A ce titre, les actions se situent dans le champ du handicap psychique.

Le Dispositif (DITEP. FJM) est composé de deux établissements et d'un service :

- ITEP La Perdrière – 91, Rue de Grenoux à Laval : 16 places pour des jeunes de 7 à 16 ans
- ITEP Pro (à vocation préprofessionnelle) F.J Marchais – 22, Rue Ulphace Benoist à Andouillé : 27 places pour des jeunes de 14 à 20 ans
- SESSAD (Service d'Education Spéciale et de Soins A Domicile) La Perdrière – 91, Rue de Grenoux à Laval : 45 places pour des jeunes de 5 à 20 ans

L'autorité de contrôle est l'Agence Régionale de Santé (ARS) des Pays de la Loire. Un contrat d'objectif et de moyens est conclu avec l'ARS.

Le financement est assuré par les caisses d'assurance maladie (Budget accordé, 3 millions d'euros).

Afin d'assurer le fonctionnement de son service et de ses deux établissements, l'association emploie 76 professionnels. Les plateaux techniques sont pluridisciplinaires

- professionnels de soins
- éducateurs et éducateurs techniques
- assistant de service social
- services généraux et administratifs
- personnels d'encadrements
- enseignants mis à disposition par l'Education Nationale

Notre périmètre d'intervention est le département de la Mayenne. C'est la maison départementale de l'autonomie (MDA) qui propose aux parents une intervention de notre dispositif.

Le Dispositif ITEP établit des partenariats avec de nombreuses institutions mayennaises (Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale, Direction Départementale de l'Enseignement Catholique, services sociaux, services de psychiatrie, établissements et services d'aide au travail, structures médico-sociales,) et des entreprises (réseau d'employeurs).

L'association participe aux réflexions départementales concernant les orientations des politiques publiques (conseil territorial de santé ; plan département de santé mentale (PTSM) ; conseil local de santé mentale (CLSM) de l'agglomération lavalloise ; groupement hospitalier de territoire (GHT).

Règles et méthodes comptables

L'association coopère avec de nombreux acteurs du département notamment par les biais d'une association (TEAM) qui regroupe plus de 20 directeurs d'associations gestionnaires d'établissements et services médico-sociaux.

L'association est membre fondateur et inscrite dans un réseau régional : le GIAC (Groupement Inter Associatif de Coopération des Pays de la Loire). Celui-ci regroupe huit associations de la région, qui ont pour intérêt commun les personnes en difficultés (1800 personnes accompagnées, 650 salariés).

L'association est également partie prenante d'un réseau national : l'AIRe (Association Nationale des ITEP et de leurs réseaux) et milite pour améliorer la prise en compte des personnes en souffrance psychique.

L'association a mis en place deux projets nouveaux adossés au dispositif ITEP :

- Une Equipe Mobile Ressource (EMR) : ce projet expérimental est opérationnel depuis octobre 2015. Il s'agit de soutenir des équipes de professionnels de l'enseignement et de la formation, confrontés à des jeunes présentant des troubles du comportement important. Cette équipe mobile ressource a accompagné plus de 200 équipes de professionnels de l'enseignement mais aussi est intervenue dans des centres de loisirs, auprès des services d'aides aux familles (TISF, techniciens de l'intervention sociale et familiale) et dans des maisons d'enfants à caractère sociale (MECS). En 2019, l'ARS de Pays de la Loire a confié la gestion de l'Equipe Mobile d'Appui à la scolarisation des enfants en situation de handicap (EMA) à l'association. Cela vient compléter le dispositif existant.

- Un Pôle de Compétences et de Prestations Externalisées (PCPE) opérationnel depuis septembre 2017 afin de prendre en compte les nombreuses situations en liste d'attente (20 places).

- Un PCPE afin d'accompagner la sortie du DITEP et libérer ainsi des places.

L'association est également porteuse d'autres projets.

Elle a déposé les projets suivants :

- Un projet d'établissement pour accueillir des adolescents en grande difficultés psychiques, alternative à la psychiatrie.
- Un projet de centre familial d'accueil spécialisé.
- Un projet d'antenne du DITEP sur la ville de Mayenne

Ces trois projets n'ont pas abouti, mais d'autres projets ont vu le jour.

- L'association a été à l'initiative en 2018 d'un travail en coopération avec d'autres acteurs du département, sur la problématique des 16 ans-25 ans en voie marginalisation. Ce dispositif a pris son envol en fin d'année 2020 avec la création d'un groupement de coopération social et médico-social (GCSMS) dénommé « L'appui ». Il s'agit d'une expérimentation de trois années financées par l'ARS et la CAF. L'association est donc membre fondateur de ce dispositif

- L'association a lancé dans le même temps une réflexion avec l'association INALTA gestionnaire du CMPP (Centre Médico Psycho-Pédagogique), la DSDEN (Direction des Services de la Départementaux de l'Education Nationale), la DDEC (Direction Départementale de l'Enseignement Catholique), la PMI, la pédopsychiatrie, le CAMSP (Centre d'Action Médico-Social Précoce). Ce travail coopératif a abouti à la création d'un dispositif expérimental nommé « Les Petits Pas », géré par l'association FJM en étroite coopération avec le CMPP. Il s'agit d'un dispositif de prévention primaire à l'attention des pères et mères d'enfants de 0 à 6 ans qui peuvent avoir des inquiétudes sur ce qui se passe pour leur enfant. Financé par l'ARS et la CAF, ce dispositif est implanté sur Laval Agglomération et sur Renazé depuis novembre 2020.

En 2021, l'ARS, en partenariat avec le conseil départemental (ASE), a confié la gestion de l'Equipe mobile de soutien à la protection de l'enfance. Le dispositif contient un volet de soutien (de type EMR) auprès des professionnels et un autre volet sur l'accueil, sur des temps d'atelier, des enfants confiés à l'aide social à l'enfance.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2021 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- * Terrains et aménagements : 50 ans
- * Constructions : 16 à 30 ans
- * Agencements des constructions : 5 à 10 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 3 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 5 à 10 ans

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Règles et méthodes comptables

Conséquences de l'événement Covid-19

L'événement Covid-19 étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

Faits significatifs

Le montant des rémunérations allouées aux trois plus haut cadres dirigeants, bénévoles et salariés, s'élève à 170 900 euros, et avantage en nature : néant.

En plus des dépenses normalement comptabilisées, l'association a bénéficié au cours de cet exercice d'une mise à disposition de trois personnes de l'éducation nationale. Le montant de cette mise à disposition se décompose comme suit :

- salaires bruts : 59 873,20 €
- indemnités diverses : 8 368,16 €

Autres éléments significatifs

- Départ à la retraite de Jean Pierre Berçon et arrivée de Claire Veillepeau en juin 2021.
- La restructuration des services et des deux directions adjointes a continué à se mener, pour renforcer la notion de dispositif. La prise en charge et l'accueil des enfants de 5 à 20 est ainsi structurée : un DITEP pour les 5-14 ans (un SESSAD 5-14 et l'ITEP de Laval 7-14 ans) et un DITEP pour le 14-20 ans (un SESSAD pour les 14-20 et l'ITEP de Andouillé 14-20). Un poste de cheffe de service des deux SESSAD a pu être financé et créé.
- Une création de 6 places pérennes de SESSAD à compter de septembre 2021.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

| | Au début d'exercice | Augmentation | Diminution | En fin d'exercice |
|--|------------------------|----------------|------------|----------------------|
| - Frais d'établissement et de développement | | | | |
| - Fonds commercial | | | | 20 668 |
| - Autres postes d'immobilisations incorporelles | 20 668 | | | 20 668 |
| Immobilisations incorporelles | 20 668 | | | 20 668 |
| - Terrains | 96 053 | | | 96 053 |
| - Constructions sur sol propre | 6 307 564 | | | 6 307 564 |
| - Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| - Installations générales, agencements et aménagements des constructions | 413 477 | 39 787 | | 453 265 |
| - Installations techniques, matériel et outillage industriels | 345 542 | 3 426 | | 348 969 |
| - Installations générales, agencements aménagements divers | 95 520 | 1 112 | | 96 632 |
| - Matériel de transport | 269 548 | 63 468 | | 333 016 |
| - Matériel de bureau et informatique, mobilier | 208 020 | 5 868 | | 213 889 |
| - Emballages récupérables et divers | | | | |
| - Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| - Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | 7 735 724 | 113 661 | | 7 849 387 |
| - Participations évaluées par mise en équivalence | | | | |
| - Autres participations | 4 000 | | | 4 000 |
| - Autres titres immobilisés | 177 | | | 177 |
| - Prêts et autres immobilisations financières | 899 | 4 900 | | 5 799 |
| Immobilisations financières | 5 076 | 4 900 | | 9 976 |
| ACTIF IMMOBILISE | 7 761 468 | 118 561 | | 7 880 031 |

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

| | Au début de l'exercice | Augmentation | Diminutions | A la fin de l'exercice |
|--|------------------------|----------------|-------------|------------------------|
| - Frais d'établissement et de développement | | | | |
| - Fonds commercial | | | | |
| - Autres postes d'immobilisations incorporelles | 19 681 | 790 | | 20 472 |
| Immobilisations incorporelles | 19 681 | 790 | | 20 472 |
| - Terrains | 8 863 | 172 | | 9 035 |
| - Constructions sur sol propre | 3 522 513 | 228 397 | | 3 630 686 |
| - Constructions sur sol d'autrui | | | | 120 225 |
| - Installations générales, agencements et aménagements des constructions | 209 695 | 45 706 | | 255 401 |
| - Installations techniques, matériel et outillage industriels | 329 962 | 6 116 | | 336 078 |
| - Installations générales, agencements aménagements divers | 94 491 | 3 246 | | 97 737 |
| - Matériel de transport | 204 498 | 26 813 | | 231 310 |
| - Matériel de bureau et informatique, mobilier | 181 526 | 17 621 | | 199 147 |
| - Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles | 4 551 548 | 328 071 | | 4 879 619 |
| ACTIF IMMOBILISE | 4 571 229 | 328 861 | | 4 900 091 |

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 52 060 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an |
|--|---------------|---------------------------|--------------------------|
| Créances de l'actif immobilisé : | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | | | |
| Autres | 5 799 | | 5 799 |
| Créances de l'actif circulant : | | | |
| Créances Clients et Comptes rattachés | | | |
| Autres | 20 187 | 20 187 | |
| Charges constatées d'avance | 26 074 | 26 074 | |
| Total | 52 060 | 46 261 | 5 799 |
| Prêts accordés en cours d'exercice | | | |
| Prêts récupérés en cours d'exercice | | | |

Produits à recevoir

| | Montant |
|------------------------------|---------------|
| Produits à recevoir | 13 607 |
| Divers - produits à recevoir | 679 |
| Intérêts courus à recevoir | 7 357 |
| Total | 21 644 |

Notes sur le bilan

Fonds propres

Provisions réglementées

| | Provisions au début de l'exercice | Dotations de l'exercice | Reprises de l'exercice | Provisions à la fin de l'exercice |
|--|---|----------------------------|---------------------------|---|
| Reconstitution des gisements pétroliers | | | | |
| Pour investissements | | | | |
| Pour hausse des prix | | | | |
| Amortissements dérogatoires | | | | |
| Renouvellements investissements | | | | |
| Prêts d'installation | | | | |
| Autres provisions | 147 589 | 4 161 | | 151 751 |
| Total | 147 589 | 4 161 | | 151 751 |
| Répartition des dotations et reprises : | | | | |
| Exploitation | | | | |
| Financières | | | | |
| Exceptionnelles | | 4 161 | | |

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

| | Provisions au début de l'exercice | Dotations de l'exercice | Reprises utilisées de l'exercice | Reprises non utilisées de l'exercice | Provisions à la fin de l'exercice |
|--|---|----------------------------|--|--|---|
| Litiges | | | | | |
| Garanties données aux clients | | | | | |
| Pertes sur marchés à terme | | | | | |
| Amendes et pénalités | | | | | |
| Pertes de change | | | | | |
| Pensions et obligations similaires | | | | | |
| Pour impôts | | | | | |
| Renouvellement des immobilisations | | | | | |
| Gros entretien et grandes révisions | | | | | |
| Charges sociales et fiscales sur congés à payer | | | | | |
| Autres provisions pour risques et charges | 250 043 | 19 846 | 94 923 | | 174 967 |
| Total | 250 043 | 19 846 | 94 923 | | 174 967 |
| Répartition des dotations et des reprises de l'exercice : | | | | | |
| Exploitation | | 18 234 | 94 923 | | |
| Financières | | | | | |
| Exceptionnelles | | 1 612 | | | |

La dotation aux provisions de l'exercice correspond à :

- Provision pour départ en retraite constituée, afin de financer les départs prévus dans les 5 ans à venir, le montant de cette provision s'élève à 47 202 euros
- Provision pour investissement : 8 489 euros

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 1 206 151 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an | Echéances à plus de 5 ans |
|---|------------------|------------------------------|-----------------------------|------------------------------|
| Emprunts obligataires convertibles (*) | | | | |
| Autres emprunts obligataires (*) | | | | |
| Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont : | | | | |
| - à 1 an au maximum à l'origine | 805 513 | 55 518 | 191 411 | 558 584 |
| - à plus de 1 an à l'origine | 69 | 69 | | |
| Emprunts et dettes financières divers (*) (**) | | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 108 030 | 108 030 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 276 772 | 276 772 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 15 487 | 15 487 | | |
| Autres dettes (**) | 281 | 281 | | |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| Total | 1 206 151 | 456 156 | 191 411 | 558 584 |
| (*) Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | |
| (*) Emprunts remboursés sur l'exercice | 143 685 | | | |
| (**) Dont envers les associés | | | | |

Charges à payer

| | Montant |
|------------------------------------|----------------|
| Fournisseurs - fact. non parvenues | 32 952 |
| Fnp maison 134 | 270 |
| Intérêts courus | 69 |
| Dettes provis. pr congés à payer | 139 708 |
| Etat - autres charges à payer | 231 |
| Total | 173 230 |

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

| | Charges d'exploitation | Charges Financières | Charges Exceptionnelles |
|-----------------------------|---------------------------|------------------------|----------------------------|
| Charges constatées d'avance | 26 074 | | |
| Total | 26 074 | | |
| | | | |

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Suivi des subventions affectées

| | Montant initial | Fonds à engager au début de l'exercice | Utilisation en cours de l'exercice | Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées | Fonds restants à engager en fin d'exercice |
|-----------------------|-----------------|--|------------------------------------|---|--|
| | | A | B | C | A - B + C |
| Investissements | | 678 707 | 38 088 | | 640 619 |
| Fonds dédoés | | 26 804 | | | 26 804 |
| EMA | | 25 295 | | | 25 295 |
| Fonds dédiés divers | | | | 118 892 | 118 892 |
| PCPE | 665 200 | 602 322 | 79 040 | | 523 282 |
| Petits pas | | 98 311 | 98 311 | 118 560 | 118 560 |
| places | 31 167 | | | 19 282 | 19 282 |
| Protection de l'enfan | 163 690 | | | 160 585 | 160 585 |
| Total | 860 057 | 1 431 439 | 215 439 | 417 319 | 1 633 319 |

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

| | Montant en euros |
|---|------------------|
| Effets escomptés non échus | |
| Avals et cautions | |
| Engagements en matière de pensions | |
| Engagements de crédit-bail mobilier | |
| Engagements de crédit-bail immobilier | |
| Intérêts des emprunts | 218 849 |
| Engagement indemnité fin de carrière dont 47 202.36 euros comptabilisé les hypothèses actuarielles sont les suivantes Taux d'actualisation 0.98% Taux de croissance des salaires 1% âge de départ à la retraite 62 ans table de taux de mortalité : (table INSEE 2021) | 308 883 |
| Autres engagements donnés | 527 732 |
| Total | 527 732 |

Autres informations

Contributions volontaires

| | N | N-1 |
|--|--------------|--------------|
| Ressources | | |
| Bénévolat | 7 026 | 7 274 |
| Prestations en nature | | |
| Dons en nature | | |
| Total | 7 026 | 7 274 |
| | | |
| Emplois | | |
| Secours en nature | | |
| Mise à disposition gratuite de biens et services | | |
| Prestations | | |
| Personnel bénévole | 7 026 | 7 274 |
| Total | 7 026 | 7 274 |
| | | |

La valorisation des 328 heures des bénévoles est estimée avec le taux horaire d'une personne administrative de 21,42 euros chargé.